

Atelier 2B

Citoyenneté, action publique et justice environnementale Citizenship, Public Action and Environmental Justice

Jeudi 8 avril 2021, 14h00 à 15h00
Thursday, April 8, 2021, 2:00 to 3:00

Présidence : Juan-Luis Klein, UQAM

Penser les résistances aux politiques vertes à l'aune de la justice environnementale : l'exemple d'arrondissements montréalais. Caroline Patsias, UQAM

Cette réflexion se penche sur l'opposition de citoyens-nes à deux politiques vertes (le verdissement d'un projet de développement commercial d'un Sobeys, la limitation du stationnement) dans deux arrondissements montréalais. À l'inverse d'autres cas rapportés dans les écrits, les citoyens-nes observés ne s'opposent pas aux politiques environnementales en tant que telles, ils ne nient pas l'existence des problèmes environnementaux voire la nécessité de changements de comportements, plutôt ils se sentent emportés par une révolution verte dont ils assumeront la plupart des coûts sans que les politiques mises en place répondent à leurs besoins dans le court terme. Leurs définitions de la justice environnementale entrecroisent une critique des procédures de la démocratie lesquelles ne permettent pas leur participation et une critique plus substantielle en termes de redistribution qui pointe une iniquité dans la distribution des coûts de ces politiques. Ces citoyens-nes mettent également en avant un attachement au territoire qui relie l'environnement à une conception du commun et de leurs responsabilités collectives. Cette analyse souligne comment la justice environnementale permet non seulement de penser les mobilisations des populations, parmi les plus vulnérables, victimes de nuisances environnementales, mais également, de comprendre les résistances ou le ressentiment de la classe moyenne et d'une partie des classes populaires face aux politiques vertes. Appréhender cette question est d'autant plus crucial que la transition écologique nécessite l'appui d'une large part des citoyens-nes (donc de la classe moyenne) et que les institutions demeurent de puissants moyens de définition de la norme.

Crises, gestion économe du foncier en Alsace et réinvention des territoires ruraux. Pandémie : le temps venu du virage ? Patricia Zander, Université de Strasbourg

Entre 2009 et 2013, une coopération soutenue par l'Union européenne a été menée entre les Universités de Strasbourg et Karlsruhe avec des partenaires de l'aménagement du Rhin supérieur (région trinationale germano-franco-suisse, centrée sur le Rhin, 6M. d'h.). Elle visait à mettre en place de nouveaux collectifs de travail (« apprendre de l'autre »), des approches et des outils du foncier renouvelés pour arrêter l'étalement urbain dans les petites communes (pavillonnaires). Plébiscitée, cette démarche n'a pourtant pas connu de véritable suite ; certains principes ont été repris dans des dispositifs différents. A priori, l'ensemble est flatteur : la baisse de la consommation est générale, sauf exception ; la densification l'emporte sur la consommation par extension bâtie. Pourtant, le malaise est patent : la densification montre ses limites écologiques ; les communes ont procédé sans projet politique global ; les populations sont ponctuellement « consultées » ; la pandémie renforce la demande de logement individuel. Mais les élections récentes et des expériences en cours montrent une aspiration à une transformation sociale et spatiale profonde telle que le projet l'initiait, avec des résultats spectaculaires, qui ne demandent qu'à se fédérer.

Rights of Nature and Ecological Justice in Latin America: facing environmental crisis. Flávia França Dinnebier, Universidade Federal de Santa Catarina, Sérgio Luís Boeira, Universidade Federal de Santa Catarina

We are experiencing a socio-environmental crisis, in which there is loss of biosphere's integrity, and climate change, factors which are also related to the emergence of zoonotic diseases in the Anthropocene. This crisis shows that the understanding of nature as an object to be used and exploited by humans requires modifications. The problem this article aims to address is that nature has been left out of the traditional justice system and has not been adequately protected, causing an ecological injustice. The objective is to analyze how the Rights of Nature have been defended in Latin America in laws and in court decisions, and to address some of the existing barriers for its broad implementation, by deductive method, with bibliographic and documentary review. In Ecuador and Bolivia, the Rights of Nature are protected as part of the project of Buen Vivir, which seeks for a new type of relationship with the environment. Other countries have also recognized the Rights of Nature, with an emphasis on the Colombian Court and local laws in Brazil. Although there are developments of these rights in the theoretical, legal and legislative fields, the main barriers are found in the political sphere. In the case of Brazil what has been seen lately in political field is a policy without commitment to combating deforestation and favorable to nature's exploitation, legal deregulation and scientific denialism. Much still needs to be changed for there to be true ecological justice.

L'enquête comme instauration de la justice écologique ? Maud Hallin, Université de Liège, Pierre M. Stassart, Université de Liège et Danièle Magda, INRAE

Face aux impératifs de transition socio-écologique, se développent les réflexions sur une remise en question du rapport sciences-sociétés, et les possibilités d'interactions entre citoyens-nes et chercheurs-euses pour une co-production de connaissances. Ces innovations sociales se retrouvent au croisement d'enjeux de justice écologique et de justice épistémique : à la définition tridimensionnelle de la justice écologique initialement proposée par D. Schlosberg (distribution, reconnaissance et participation), certains y incluent la reconnaissance d'un pluralisme épistémique qui autorise différentes formes de connaissances, scientifiques ou non. Au prolongement de ce croisement, nous pensons que la justice écologique peut aussi se déployer dans sa dimension expérimentative, via des publics mixtes citoyens-nes chercheurs-euses qui se construisent autour de démarches de production de savoirs en réponse à des enjeux environnementaux. Nous proposons de revenir ici sur la notion de justice écologique pour la redéployer en mobilisant la proposition pragmatique d'enquête sociale et d'expérimentation de John Dewey. Une enquête ethnographique en cours sur la zone industrialoportuaire de Fos-sur-Mer (France), et son Institut écocitoyen pour la connaissance des pollutions illustrera cette proposition. À travers l'expérience de cette mobilisation, et l'apprentissage d'une pensée collective associant chercheurs-euses et citoyens-nes, nous interrogeons la possibilité d'une justice écologique en construction.